

Ce que nous SOMMES Ce que nous VOULONS

1. Nous tenons compte des réalités

Nous vivons dans une société dominée par l'argent, structurée par le profit, et *L'Éducateur prolétarien*, premier titre de cette revue, marquait bien notre volonté de la condamner.

Dans cette société et en fonction de notre contestation, toute activité qui aboutit à la mise sur le marché d'un produit quelconque suscite chez beaucoup de nos camarades une certaine méfiance. Méfiance d'autant plus justifiée que les mœurs de notre temps nous ont montré trop souvent les misères et les catastrophes exploitées, les actions généreuses, déclenchées pour lutter contre certains fléaux actuels, livrées aux manœuvres des grands organismes publicitaires ou des professionnels de la charité, leur payant un tribut garant d'efficacité...

La Coopérative de l'Enseignement Laïc qui, pour de nombreux enseignants ne représente qu'un catalogue, n'échappe pas à cette méfiance qui va parfois jusqu'à l'hostilité.

Or, la C.E.L., créée par Freinet, est avant tout un vaste chantier coopératif qui doit assurer à l'action pédagogique qu'il a lancée l'efficacité et l'indépendance. Il n'était pas question à l'époque, vers 1930, que les maisons d'édition s'intéressent à ce petit instituteur tenant des propos inquiétants et prétendant régénérer l'école et les éducateurs. Les brochures et les outils mis au point par Freinet et ses camarades ne répondaient pas, et pour cause, aux critères habituels de la rentabilité.

La C.E.L., d'abord mouvement pédagogique au service des enfants, ne pouvait donc compter que sur elle-même pour assumer, jusqu'au bout le processus de création et de diffusion des outils qui devaient permettre l'instauration d'une pédagogie populaire et libératrice.

La C.E.L. a pour raison d'être de fabriquer et d'éditer du matériel qui est profitable à notre choix pédagogique, alors que les entreprises commerciales capitalistes n'éditent que ce qui leur est profitable (voir dans L'Éducateur n° 1 du 20 septembre 1974 les pages 14 et 15).

Aujourd'hui il est parfois difficile de faire comprendre qu'un mouvement pédagogique qui refuse de se placer dans la dépendance du Ministère doit se donner les moyens d'assurer son efficacité et son indépendance. Car nous n'avons pas le droit de nous contenter d'un verbalisme stérile. Ce que nous visons c'est un bouleversement profond de l'école au bénéfice de tous les enfants et de tous les adolescents. Et la C.E.L. se doit d'être une arme maîtresse du mouvement Freinet pour réaliser cet objectif.

Mais qu'on ne se leurre pas. Nous vivons dans le système capitaliste, dans une société de consommation. Nous ne pouvons l'ignorer et refuser le contexte économique avec les obligations et les contraintes que cela présente. Sans vouloir prétendre combattre cette société avec ses propres armes, nous ne pouvons, à l'opposé, les refuser toutes. Comme dans notre vie de chaque jour, il nous faut accepter des compromis. Ceux qui nous permettent d'exister et surtout d'agir, car le refus des compromis, dans la société actuelle, conduit à l'immobilisme et à l'irresponsabilité.

Combien de camarades enseignants qui veulent ignorer la C.E.L. au nom d'une certaine pureté coopérative, se refusent à admettre les contradictions entre les idées qu'ils exposent et leur action de tous les jours ?

Notre premier compromis — et ce n'est pas le moindre — est d'être fonctionnaire d'un Etat dont nous contestons les structures et les méthodes. Mais — du moins dans l'immédiat — c'est le seul moyen que nous ayons pour aider le plus grand nombre possible d'enfants et d'adolescents, ceux des classes populaires en particulier :

— à prendre conscience des tares de la société actuelle ;

— à développer leurs facultés créatrices et leur imagination afin d'être capables d'échafauder, de construire et de faire vivre la société qui leur conviendra le mieux ;

— à se libérer des tabous imposés par les tenants de la société actuelle — et inconsciemment parfois par les familles — et des blocages ou traumatismes que cette société ou ces familles leur ont causé dès le plus jeune âge.

On ne construit pas une société avec des idées et des structures, mais avec des hommes.

C'est pourquoi nous pensons que nos objectifs justifient notre action ; que cette action passe obligatoirement par des compromis ; et que ces compromis nous devons les accepter sans honte et sans remords.

Quels moyens la C.E.L. maintient à la disposition de l'I.C.E.M. pour fabriquer et éditer selon ses besoins ? Un ensemble complet d'ateliers et laboratoires permettant la composition, l'édition, le brochage et l'expédition de plus de deux millions d'exemplaires de brochures pour les enfants et les adolescents en une année scolaire, des fichiers autocorrectifs (qu'aucune maison capitaliste ne peut produire), des livres et des documents publiés parfois à un nombre très restreint (ce qu'aucune maison d'édition ordinaire ne consent à faire : pas rentable !). Et qui, pensez-vous, accepterait d'éditer le F.T.C. tel que nous l'exigeons dans nos classes ?

Ces compromis qui chatouillent désagréablement notre conscience, quels sont-ils ?

Tout d'abord tous ceux auxquels sont astreints une entreprise ayant une activité commerciale. On pourrait bien sûr imaginer une coopérative où les coopérateurs se suffiraient à eux-mêmes, où tous les outils utilisés en classe seraient fabriqués par eux, coopérativement. Mais, outre que cela conduirait à se limiter dangereusement, nous n'échapperions pas pour cela au système de production capitaliste.

Quand des enseignants construisent dans un stage leur propre limographe, ils ne font qu'assembler des matériaux produits par des entreprises capitalistes.

De même que les tracts et les journaux révolutionnaires sont imprimés sur du papier dont la production constitue une part importante de l'activité des grands trusts internationaux.

La C.E.L. a donc besoin, comme toute entreprise, d'avoir un capital et d'augmenter ce capital au fur et à mesure que son activité — reflet de l'audience de la pédagogie Freinet — s'accroît. Elle a besoin de vendre pour assurer la rentabilité de ses productions et — c'est là son originalité — pour continuer à produire des brochures et des outils dont la rentabilité n'est pas assurée mais qui s'avèrent indispensables à la pratique pédagogique que nous avons choisie.

Quels moyens la C.E.L. maintient à la disposition de l'I.C.E.M. pour fabriquer et éditer selon ses besoins ? Un ensemble d'ateliers de fabrication et de montages de plus d'un millier de matériels d'imprimerie complets répondant aux normes particulières de notre pédagogie selon les âges des enfants et les niveaux divers des classes, des outils originaux et des boîtes de travail souvent réalisées selon des normes artisanales certes mais qu'aucune autre maison de commerce ne consentirait à produire : « pas rentable ! »

Elle a besoin d'emprunter pour investir afin d'être à la hauteur de la demande, cette demande qui doit augmenter régulièrement si les objectifs du mouvement Freinet sont en voie de réalisation. Et pour cela, faire appel aux banques et organismes de crédit — dans la mesure du possible coopératifs.

Et surtout, elle a besoin d'assurer son équilibre économique, afin de survivre dans une période difficile, dans un contexte où il n'y a pas de place pour le rêve et la générosité en matière d'économie, et dans lequel seules les entreprises dites « saines » sont appelées à survivre.

Il ne s'agit pas bien sûr d'une santé morale, mais d'une santé financière dont les symptômes sont rentabilité, profit, moyens de financement.

Ce contexte économique, de plus en plus difficile, risque de nous enfoncer chaque année plus profondément dans les compromis, comme par exemple celui, souvent mal ressenti par nos camarades, qui consiste à mettre à notre catalogue des productions qui n'émanent pas de notre mouvement.

Mais que ces camarades, qui pour ces raisons se refusent à prendre en charge la C.E.L., comprennent bien les conséquences de ce refus : *en n'apportant pas à la C.E.L. l'appui moral et financier dont elle a expressément besoin, ils la mettent dans l'obligation soit de s'enfoncer plus profondément encore dans le compromis soit de disparaître.*

Avec de tels moyens (souvent péniblement) rassemblés, il devient ainsi possible d'étudier et de réaliser toutes idées ou projets originaux et de les diffuser par essais ou mises en application dans les meilleures conditions de liberté et d'indépendance.

Quand on constate que, sous une forme ou sous une autre : revues, brochures, outils, stages, près de 50 000 enseignants profitent chaque année de l'activité de l'I.C.E.M. et de la C.E.L. il semble impensable que seulement 5 000 d'entre eux soient sociétaires de la C.E.L. et que, beaucoup moins encore, aient compris la nécessité d'apporter chaque année un soutien complémentaire en souscrivant une nouvelle action coopérative de 50 F.

Si ces 50 000 enseignants qui « utilisent » la C.E.L. prenaient conscience de ce devoir moral, notre coopérative pourrait alors assumer son rôle en toute indépendance et réduire au strict minimum les compromis, reconstruisant ainsi l'image d'une entreprise plus purement coopérative, à même de regagner l'adhésion des jeunes camarades qui cherchent en vain, dans une société de loups, dans quel mouvement investir leur volonté de lutte en restant solidaires de ceux qui ont fait le maximum pour que l'école n'oublie pas l'enfant et veulente que cette volonté et cet effort soient efficients.

Dans notre prochain numéro, la suite de « Ce que nous sommes, ce que nous voulons : l'I.C.E.M. ». Dans les numéros qui suivront nous publierons des éditoriaux regroupant et traduisant les réactions de tous les lecteurs qui voudront bien nous les communiquer. Ecrire à L'Éducateur, B.P. 251, 06404 Cannes.

L'ÉDUCATEUR

NAISSANCE D'UNE PÉDAGOGIE POPULAIRE

Le livre d'Elise Freinet qui retrace l'historique de l'École Moderne œuvrant pour la rénovation de l'école du peuple.

Plus de quarante ans de militantisme pédagogique.

Éditions Maspéro. En vente à la C.E.L., 24 F.